

EN CIRCONSCRIPTION, ENGAGÉ DANS LA DÉFENSE DE NOTRE CADRE DE VIE !



Durant tout l'automne les équipes de la France Insoumise se mobilisent pour sensibiliser nos concitoyens à l'inscription sur les listes électorales pour les élections européennes. Retrouvez-nous sur la circonscription et sur notre site internet fi33.fr !

Quiconque vit ou travaille dans la circonscription, connaît des difficultés pour se déplacer. Voitures à l'arrêt dans les embouteillages, manque de pistes cyclables et transports en commun saturés sont notre quotidien.

A ce titre la route de Toulouse est au cœur du problème. Cette route est devenue impraticable à cause de la densité de sa circulation. Vélos et bus n'ont pas d'espace dédié et les piétons bataillent avec les voitures stationnées sur les trottoirs faute de place.

Cela paraît difficilement imaginable mais la situation va s'empirer avec le début des travaux dans le cadre du projet BAHIA.

Ce projet immobilier d'une ampleur sans précédent, concerne la fusion de l'hôpital public Robert Picqué et de la clinique privée Bagatelle, qui seront regroupés sur le site de cette dernière. Mais il s'agit avant tout d'une opération immobilière qui se concrétisera par la construction de deux immeubles de 22 mètres de haut chacun sur la route de Toulouse. 280 logements, autant de voitures en circulation et de places de stationnement manquantes. La situation s'annonce ingérable.

Afin de permettre au projet de voir le jour, des aménagements seront nécessaires route de Toulouse. Ainsi deux rond-points vont être construits en face des rues Sévène et Robespierre, achevant de congestionner totalement la route.

Non seulement ce projet va impacter lourdement notre cadre de vie mais il aura aussi pour conséquence la fermeture de plus de 100 lits et menace l'accès aux soins pour tous les citoyens du sud de l'agglomération.

Conscientes de ces difficultés, la Métropole et les mairies concernées ne trouvent rien de mieux pour les résoudre que de soutenir un projet immobilier privé à coup d'argent public, qui pénalisera l'ensemble des citoyens du sud de l'agglomération.

Dès le début de mon mandat je me suis opposé à ce projet qui ne me semble par aller dans le sens de l'intérêt général mais cherche plutôt à satisfaire des intérêts privés. J'ai interpellé à plusieurs reprises les pouvoirs publics afin d'obtenir un moratoire sur ce projet et je travaille avec les associations impliquées et les riverains pour défendre notre cadre de vie route de Toulouse ainsi que l'accès aux soins.

Des solutions existent pour fluidifier la mobilité sur la Métropole et favoriser les transports doux.

Je travaille depuis plus d'un an avec des collectifs de citoyens engagés pour la mobilité des habitants de ma circonscription. Je soutiens depuis sa création le collectif citoyen "Liane 5" qui demande la mise en service d'une voie de circulation propre pour les bus et les vélos sur la route de Toulouse. J'ai également demandé le maintien de la piste cyclable sur le pont François Mitterrand afin que les cyclistes du sud de notre agglomération puissent continuer à franchir la Garonne.

Je me bats aussi aux côtés des cheminots pour relancer l'activité de la gare d'Hourcade, le fret ferroviaire pourrait en effet permettre de mettre fin aux murs de camions sur la rocade. Alors que notre ville est de plus en plus sujette à la pollution de l'air, il est urgent de mettre fin au tout-voiture, c'est une question de volonté politique !

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ
LOÏC PRUD'HOMME

N°3 | AUTOMNE
2018

Bordeaux-Sud - Bègles
Talence - Villenave d'Ornon



LES LOBBYS PEUVENT DIRE MERCI AU CHAMPION DE LA TERRE...BRÛLÉE !



"Monsieur Hulot, peut-on encore vous appeler ministre de la transition écologique ? [...] Prendrez-vous ombrage si désormais j'adresse mes questions directement à Bayer, Total, Vinci ou Auchan qui sont les vrais décisionnaires ?" Voilà comment j'interpellais Nicolas Hulot quelques semaines avant qu'il ne démissionne, reconnaissant son impuissance à faire changer les choses devant le poids des lobbys.

Nicolas Hulot a mis plus d'un an à comprendre ce que je dénonce depuis l'élection de Macron : la peinture verte ne suffit pas. L'écologie n'est qu'une facade pour ce Gouvernement qui vient de le prouver une fois de plus en nommant comme secrétaire d'Etat à l'écologie l'ancienne lobbyiste en chef de Danone.

Le dernier rapport du GIEC tire la sonnette d'alarme sur le réchauffement de la planète. Il est maintenant évident que seul un changement radical de



notre système économique pourra limiter le changement climatique à + 1,5 degrés. Pourtant, le Gouvernement prévoit un budget dédié à l'écologie 10 fois inférieur aux besoins en préférant suivre à la lettre les ordres de la Commission Européenne.

Or les traités de l'Union Européenne imposent l'austérité et empêchent aujourd'hui de mener la lutte contre le réchauffement climatique. A l'intérieur de cette camisole budgétaire, toute ambition écologique est vaine.

La France Insoumise porte au contraire

le projet d'une Europe sociale et solidaire qui devant l'urgence climatique fera de la transition écologique une priorité et le cœur de toute politique publique.

Le Gouvernement et la Commission Européenne ressemblent à l'orchestre du Titanic qui continue de jouer alors que le navire sombre, indifférents à la catastrophe qu'ils sont en train de vivre. Mais nous pouvons choisir de prendre un autre cap : alors au mois de mai, pour les élections des députés européens, votons pour une Europe des peuples pour faire enfin de la règle verte notre règle d'or !

L'AGENDA



- 15 nov. 19h 30 RÉUNION PUBLIQUE SORTONS NOS ENFANTS DE LA MALBOUFFE Marché des Douves de Bordeaux
- 24 nov. 10h MARCHÉ DU 14 JUILLET À Bègles
- 25 nov. 10h DEVANT LE LIDL À Chambéry
- 1er déc. 10h MARCHÉ DES CAPUCINS À Bordeaux
- 1er déc. 14h ROUTE DE TOULOUSE Devant le magasin Auchan
- 2 déc. 10h MARCHÉ DE THOUARS À Talence

POINT INFOS-DROITS permanence parlementaire samedi 15 décembre de 10h à 12h pour vous accompagner dans vos démarches administratives.

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

281 Route de Toulouse
33140, Villenave-d'Ornon
05 57 93 51 42

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU DÉPUTÉ FRANCE INSOUMISE

@contact@loicprudhomme.fr
loicprudhomme.fr

@PrudhommeLoic

loicprudhomme.fr
France Insoumise Gironde : fi33.fr

Loïc Prud'homme

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE POUR REPRENDRE LE POUVOIR SUR VOTRE ASSIETTE.



J'ai présenté à l'automne le rapport sur la "malbouffe", fruit des six mois de travaux menés par la commission d'enquête que j'ai présidée.

Cette commission d'enquête a été créée à la demande de la France Insoumise. Pour la première fois, des parlementaires ont pu mener des travaux sur ce problème de société majeur existant depuis plus d'un quart de siècle et qui englobe des questions de santé publique, d'écologie, d'organisation économique et sociale de notre pays.

Durant six mois j'ai auditionné les acteurs du secteur agricole et alimentaire et effectué de nombreux déplacements. **L'ampleur de ce que nous avons découvert m'amène aujourd'hui à tirer la sonnette d'alarme sur les conséquences de l'alimentation industrielle.**

Le premier problème est l'impact de cette alimentation sur notre santé. En France, 20 millions de personnes souffrent de maladies chroniques (obésité, diabète, cancer...), et celles-ci sont principalement causées par la consommation de "malbouffe". Ces épidémies représentent aujourd'hui la moitié des dépenses de santé et des dizaines de milliers de décès leur sont attribuables.

Mais qu'est-ce que la "malbouffe" ? Ce n'est pas simplement ce qui est servi dans des chaînes de fast-food. C'est aussi un certain nombre des aliments industriels (plats préparés, produits transformés) qui suivent des chaînes de fabrication complexes. Après transformation, le produit brut de départ est

méconnaissable et la liste des additifs contenus est longue, effrayante et incompréhensible.

Cette production massive, à faible prix et piètre valeur nutritionnelle, oblige l'industrie agro-alimentaire à se fournir en produits agricoles qui répondent à cette exigence : peu chers, standardisés et de faible qualité. Il est donc peu étonnant que l'on y retrouve des résidus de pesticides **dont le glyphosate**. Je continue d'ailleurs à me battre pour son interdiction définitive.

DERRIÈRE LA "MALBOUFFE", LES STRATÉGIES DES INDUSTRIELS POUR NOUS RENDRE ACCROS.

Le problème, c'est que malgré la sonnette d'alarme tirée par les professionnels de la santé et aujourd'hui par les parlementaires, les industriels, eux, continuent à nous vendre la "malbouffe" comme si elle était bénéfique pour notre santé.

Combien de céréales pour enfants sont prétendument "pleines d'énergie indispensable à la croissance" alors qu'elles sont en fait bourrées de sucres transformés particulièrement mauvais pour la santé ? Combien de yaourts "spécial minceur" contiennent en réalité des exhausteurs de goût et de grandes quantités de sucre ? Ces allégations de santé doivent être interdites car elles trompent les consommateurs.

UN PROBLÈME DONT DOIVENT S'EMPARER DE TOUTE URGENCE LES POUVOIRS PUBLICS

Au vu de ce constat accablant, il est urgent d'encadrer le secteur de la nourriture industrielle. Les mesures très simples que je propose dans le rapport permettraient de réguler les effets néfastes de la "malbouffe".

La première concerne l'interdiction du

ciblage des enfants par le marketing. Une mesure simple qui permettrait de limiter l'exposition des enfants aux aliments trop gras, sucrés et salés. J'ai porté cet amendement dans l'hémicycle mais il a été rejeté par la majorité La République En Marche.

Il faut également permettre la transparence vis-à-vis des consommateurs en rendant obligatoire le Nutriscore. La commission d'enquête prouve qu'il faut cesser de faire une confiance aveugle aux industriels et que, renforcer les contrôles et sanctions, est nécessaire.

La solution est donc politique. Malheureusement le Gouvernement actuel est totalement soumis aux lobbys ultra puissants de l'agro-alimentaire. Il suffit de regarder la composition du Gouvernement dont deux membres sont des anciennes cadres de chez Danone. **Quant au ministre de l'Agriculture il ne jure que par les engagements volontaires des industriels de l'agro-alimentaire alors que seule la loi peut faire changer les choses pour protéger notre santé et notre environnement.**

Ce droit à la santé se retrouve dans le combat des parents de "Cantine sans plastique" qui oeuvrent pour que les cantines scolaires servent à leurs enfants des repas non contaminés par des molécules de plastique. J'ai relayé leur lutte à l'Assemblée nationale et grâce à notre mobilisation, un amendement interdisant les contenants en plastique dans les cantines a été adopté.

Les raisons d'espérer sont présentes partout sur notre territoire : j'ai rencontré des acteurs locaux qui développent des alternatives à ce système alimentaire destructeur et sont autant de contre-modèles qu'il faut soutenir pour reprendre le pouvoir sur notre assiette !



1 AN DE BILAN ÉCONOMIQUE : "LIBÉRER LES ÉNERGIES" NE SUFFIT PAS À REDRESSER LE PAYS

Manifestement il ne suffit pas de "penser printemps" pour maîtriser les indicateurs économiques. Après plus d'un an de gestion par E.Macron, les courbes atones démontrent l'échec de sa politique de casse sociale : une croissance faible en dessous de la moyenne de la zone euro, une baisse de la consommation jamais enregistrée depuis 2012 et des chiffres du chômage toujours aussi élevés un an après la loi travail XXL.

Baisse des APL, ponction de la CSG pour les retraités, gel des aides pour les étudiants : cet argent est arrivé directement dans la poche des ultra-riches qui ont ainsi bénéficié de 9 milliards d'euros de cadeaux fiscaux. **Pour financer**

une politique économique qui ne bénéficie qu'aux 1% les plus riches, le Gouvernement gèle les dépenses publiques, en conséquences les inégalités ne cessent de grimper.

A ce rythme, notre pays fonce droit dans le mur. **Pour réparer les dégâts économiques et sociaux après un an de macronisme, le groupe parlementaire de La France Insoumise propose un contre-budget d'urgence, chiffré et applicable dans l'immédiat.**

Impôt sur le revenu plus juste, chasse à l'évasion et aux niches fiscales, renforcement de la taxation du capital sont autant de mesures d'urgence qui permettront à l'Etat d'appliquer une

politique de redistribution et de réinvestir massivement dans les services publics.

Ce contre-budget intègre bien sûr les recommandations du GIEC pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Nous mettrons en place une fiscalité écologique juste et efficace afin de financer sans attendre la transition écologique de notre société.

Alors que la politique économique d'E.Macron ne ruisselle que sur les souliers vernis des ultra-riches, la France Insoumise fait à nouveau la preuve de son sérieux et de sa capacité à diriger notre pays.



LOI ELAN : MACRON CLAQUE LA PORTE AUX PERSONNES HANDICAPÉES !

La loi ELAN, en plus de mettre en grande difficulté les bailleurs sociaux et les locataires les plus fragiles, comporte un article particulièrement abject pour toutes les personnes à mobilité réduite.

L'article 18 de cette loi adopté par l'Assemblée nationale décrétait en effet, que désormais seuls 10% des logements seraient accessibles pour les personnes se déplaçant en fauteuil.

En Gironde, seule une demande de logement social accessible sur 4 aboutit. Selon la Préfecture, plus de 800

personnes sont toujours sans solution et les délais d'attente sont de 3 ans !

Alors que notre société s'avère déjà incapable de s'adapter à la situation des personnes à mobilité réduite, le Gouvernement aggrave encore plus la précarité et l'exclusion des citoyens concernés.

Grâce à une formidable mobilisation de collectifs de personnes en situation de handicap soutenue par les militants de la France Insoumise à Bordeaux, le plancher est finalement

remonté à 20%. Cela reste bien sûr insuffisant, 100% des logements devraient être accessibles !

Je me suis bien sûr opposé dans l'hémicycle à cette loi profondément injuste qui a en revanche été portée avec beaucoup de zèle par Madame Dubois, députée de Gironde récompensée pour ses bonnes oeuvres en étant nommée secrétaire d'Etat aux solidarités... tous les citoyens durement impactés par la politique de casse sociale de E.Macron goûteront moyennement la plaisanterie.



DROIT DES FEMMES : LA COM' DE MARLÈNE SCHIAPPA

J'ai été interpellé par le Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes qui se mobilise depuis plusieurs années pour augmenter le nombre de places d'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales en Gironde.

Les chiffres font en effet froid dans le dos. En 2017 les associations ont reçu 600 demandes d'hébergement de la part de femmes en danger. Seules 71 ont pu avoir une place à l'abri. Plus de 90% ont dû rester chez leur conjoint violent, se sont réfugiées chez leurs

proches ou ont dormi dans leur voiture.

Face à cette situation d'urgence absolue, **j'ai immédiatement réagi en demandant une audience dans les plus brefs délais à Marlène Schiappa. Un RDV eut lieu le 19 juin au ministère.**

Avec les associations concernées, nous demandons à ce que les moyens soient mis à la hauteur de la "grande cause du quinquennat". La communication ne suffit pas face à un problème d'une telle ampleur, il faut des actes ! Alors que la parole des femmes

se libère, la priorité des pouvoirs publics doit être de leur garantir une mise à l'abri !

Notre mobilisation a permis l'ouverture de plusieurs places supplémentaires mais leur nombre reste encore largement insuffisant.

Je reste mobilisé aux côtés des associations car plusieurs d'entre elles sont aujourd'hui en grande fragilité financière et menacées de fermeture à court terme alors même qu'elles assurent des missions de service public indispensables !



Présentation à l'Assemblée nationale du rapport de la commission d'enquête sur la nourriture industrielle.



J'ai rencontré à Parme des agents de l'Autorité Européenne de sécurité des Aliments (EFSA). Ils avouent ne pas savoir quels sont les effets cocktails des plus de 300 additifs autorisés sur notre santé.



J'ai visité peu de temps avant la remise de mon rapport les locaux de l'association supercoop à Bordeaux qui s'engage auprès de ses coopérateurs pour une alimentation locale et raisonnée.